



Gewerkschaft des Verkehrspersonals  
Syndicat du personnel des transports  
Sindacato del personale dei trasporti

Discours de Pierre-Yves Maillard, président de l'USS lors des 100 ans du SEV au Kursaal de Berne le 3 juin 2019 – le texte prononcé fait foi:

Le syndicalisme combatif au XXIème siècle

Chères et chers collègues,

A Bienne, le 13 novembre 1918, il y a un peu plus de 100 ans, un mécanicien de locomotive s'est exprimé en ces termes devant 500 cheminots réunis en assemblée générale :

«Les dés sont jetés, il en va du bien de nos familles, d'un futur meilleur pour nos femmes et nos enfants! Nous avons mis le fer au feu, il faut maintenant nous mettre à le forger.»

Malgré les risques, malgré les menaces, il déclençait une grève totale à la gare de Bienne et participait ainsi au deuxième jour de la grève générale de 1918. L'Etat à l'époque mobilisait l'armée contre le mouvement ouvrier et ne craignait pas d'ouvrir le feu. Mais épuisés par quatre années d'économie de guerre qui avaient creusé les inégalités et fait exploser la misère, les cheminots comme 250 000 ouvriers ailleurs en Suisse étaient déterminés à se battre.

Ce mécanicien de locomotive s'appelait Ernst Jakob (1879-1950). Il fut l'une des chevilles ouvrières de la création du SEV en 1919. Devenu Conseiller national, il inspira notamment la création de l'assurance invalidité par le dépôt d'un postulat en 1947.

Vingt-quatre heures après le déclenchement de la grève, il revint devant l'assemblée, invita ses collègues à reprendre le travail et conclut ainsi :

«La lutte continue quand même», poursuit Jakob – «par exemple grâce à la nouvelle loi sur la proportionnelle qui va produire ses effets lors des prochaines élections au Conseil national: nous ne voulons pas perdre l'espoir de parvenir à améliorer la situation par les voies de la démocratie.»

Avec ces deux interventions prononcées en un jour d'intervalle, en quelques phrases simples, Ernst Jakob a exprimé toute l'histoire du mouvement syndical. Vouloir un avenir meilleur, agir collectivement avec courage, prendre des risques calculés et éviter le sacrifice inutile, croire en la démocratie, travailler à son approfondissement et lutter toujours.

L'histoire centenaire du SEV a commencé juste après ces événements. C'est l'engagement dans une lutte sans précédent, où le rêve de progrès sociaux rapides s'est heurté à une répression et une diffamation officielle de grande envergure, qui a consolidé la volonté des organisations de salariés du rail et des transports publics de s'unir.

Mais les décennies qui ont suivi n'ont pas manqué de risques de division et de conflits internes. Les identités professionnelles sont demeurées fortes, comme les différences dans les réalités du travail quotidien. Les débats qui ont agité la Suisse au moment des grandes vagues migratoires et des votations des initiatives Schwarzenbach ou au moment de l'arrivée des femmes dans des métiers qui leur étaient interdits ont été également très vifs au sein du syndicat.

Le plus souvent, ces débats ont été tranchés dans un sens progressiste qui a consolidé l'ancrage du SEV dans l'Union syndicale suisse. Ce n'est pas évident. Ayant montré sa force de frappe lors de la grève générale, le personnel du rail a fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités fédérales dans les décennies qui ont suivi. Le renforcement de l'implantation syndicale et la qualité de ses négociateurs ont conduit à une amélioration régulière des conditions de travail et à une intégration complète dans le personnel de la Confédération, avant que l'offensive néolibérale des années 90 n'enclenche le mouvement inverse. Cette évolution plutôt favorable aurait pu éloigner le SEV de la solidarité avec les autres forces syndicales, notamment avec celles qui défendent les salariées et les salariés du secteur privé. Il n'en a rien été. Au contraire, le SEV est devenu un pilier stable et central au sein de l'USS.

Ce qui est remarquable dans l'histoire du SEV, c'est la qualité démocratique, le caractère décentralisé et les parts d'autonomie qu'assure son organisation. Cette organisation particulière explique sans doute pourquoi au cours de son histoire certaines positions progressistes de l'USS ont été parfois vivement discutées. Car cette organisation très proche des membres s'est toujours accompagnée d'un fort taux de syndicalisation et donc d'une grande diversité dans les orientations et sensibilités politiques. Ce qui compte, c'est que cette culture démocratique a renforcé le caractère syndical et solidaire du SEV.

A la fin de son immense et précieux travail sur 100 ans d'histoire du SEV, Adrian Zimmermann écrit ceci :

« L'histoire des dernières années montre que le SEV peut se référer à une longue tradition de mobilisation syndicale. Même avant les changements radicaux de la fin des années 90, on n'a jamais fait de cadeaux au personnel des transports publics, il a toujours dû lutter pour ses intérêts. Cela va de pair avec une forte identification de beaucoup de cheminots avec leur entreprise, perceptible aussi dans le titre d'un livre rédigé pendant la Seconde Guerre mondiale par Robert Bratschi, alors président du SEV et de l'USS : « Mon service, ma fierté ». Cette identification fait parfois sourire les militants syndicaux du secteur privé, elle va parfois bien au-delà des espérances des managers des CFF et des ETC. Elle a contribué de manière décisive à ce que les cheminots s'engagent dans les campagnes de votations sur la politique des transports, aux côtés de militants écologistes. En 2008, si les collègues de l'Atelier industriel de Bellinzone cessèrent le travail, c'est aussi parce qu'il s'agissait de défendre, avec toute la région, une usine qu'ils considéraient comme la leur.

Une conscience syndicale combative et une haute identification avec le métier et l'entreprise ne sont nullement contradictoires, que ce soit pour les cheminotes et les cheminots ou pour d'autres catégories de salariés. Ici, malgré ceux qui pensent que « le capitalisme constitue

une sorte d'aboutissement de l'histoire », il survit quelque chose de l'idéal qui, il y a plus de cent ans, a poussé les pionniers du mouvement ouvrier à créer des syndicats, des coopératives et des partis ouvriers : croire qu'une société est possible, dans laquelle la production sert à couvrir les besoins de la collectivité et non à générer du profit pour quelques-uns. »

Aujourd'hui, en 2019, la mémoire de cette histoire est notre meilleure boussole pour l'avenir. Non pas parce que l'histoire se répétera. On le sait depuis Bob Dylan, « the times, they are changing ». Et l'avenir nous surprendra, c'est sa nature. Les techniques, les rapports de force, l'environnement international sont en perpétuelle évolution.

Ce qui ne change pas, c'est la nature humaine. L'appât du gain, la volonté d'accumulation des détenteurs de capitaux utilisent des mots nouveaux, des techniques nouvelles, mais leur moteur est toujours le même et va toujours dans le même sens. Et ils continuent de considérer le service public, les assurances sociales comme des anomalies, des continents à conquérir, à investir au sens premier du terme. Ils se sont habitués à la démocratie, mais en craignent constamment les « excès ».

Les syndicats ont toujours été et devront toujours être des forces de résistance à ces pulsions profondes qui animent les sociétés capitalistes. Ils font valoir d'autres valeurs, d'autres principes d'organisation que le concurrence et le profit. La rationalité de l'investissement à long terme, les services existentiels apportés à tous, même aux populations et aux régions non solvables, ce sont les valeurs de service public que les syndicats ont contribué à développer. L'amélioration des conditions de travail, des systèmes de protection sociale qui protègent le travailleur quand sa force de travail fait défaut, ce sont les sécurités humaines existentielles que les syndicats ont contribué à assurer.

Quelles autres forces organisées, dans la longue durée, ont consacré toute leur existence à ces causes et à ces valeurs ? Encore aujourd'hui, qui d'autre que les syndicats se battent pour la protection des salaires en Suisse, face aux pressions du plus puissant de nos partenaires économiques et des milieux néolibéraux en Suisse ?

Les syndicats sont une force de progrès humain et ont contribué à forger la Suisse dans ce qu'elle a de meilleur. Le pari de Ernst Jakob et de ses camarades de compter sur la démocratie a été le bon. Mais ce pari se rejoue tous les jours. Il n'y a pas d'époque où il soit possible de baisser la garde. Il n'y a pas d'âge nouveau où les syndicats deviendraient inutiles ou passés de mode. Il n'y a pas d'époque où le service public, les assurances sociales, la protection de travailleuses et des travailleurs seraient à jeter dans les tiroirs de l'histoire comme la marine à voile ou les trains à vapeur. C'est ce qu'on a voulu nous faire croire au moment de la grande offensive néolibérale dans les années 90 du siècle passé.

Non, ce que nous sommes, ce que nous avons fait, ce que nous faisons est indispensable à toute société libre et démocratique. Hier comme aujourd'hui et comme demain. Nous devons relever le pari tout le temps, à toutes les époques. Si nous avons perdu des forces ces dernières décennies, c'est sans doute un peu aussi parce que nous avons oublié cette vérité historique. Notre mouvement syndical n'appartient pas au passé, il appartient à la démocratie. Et à la démocratie suisse en particulier.

Quand nous nous affaiblissons, ce n'est pas à cause de la modernité, du numérique ou de je ne sais quelle évolution technique, c'est parce qu'un militant dans une entreprise ou un secrétaire syndical dans un bureau a fait un peu moins d'efforts pour syndiquer un nouveau, ou

parce qu'un débat de fond qui engage l'avenir de nos causes n'a pas été mené assez à fond, assez démocratiquement, ou parce qu'un désaccord a été affronté de manière sectaire, sans empathie, sans solidarité.

On m'a demandé de parler du syndicalisme combatif de l'avenir. Je n'ai pas de formule magique à proposer. Comme pour toute entreprise humaine qui poursuit un idéal, il faut beaucoup de travail, de l'humilité, de la bienveillance, de la rigueur et du courage. Il faut des solidarités concrètes, des services de qualité, la capacité de dire non ou oui de manière claire et autonome et de se battre pour le choix que nous faisons. Ce sont ces qualités qui nous ont été léguées par les militantes et les militants des cent années passées. Ce sont ces qualités qui ont fait vivre le SEV pendant 100 ans. Ce sont ces qualités qui vous animent toutes et tous.

Alors bon anniversaire au SEV et longue vie combative, joyeuse et solidaire au mouvement syndical !

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS